

# Comment Matignon veut relancer le dossier miné de l'intégration

M. Ayrault veut créer un organisme public placé sous son autorité, sur fond de rivalité avec Manuel Valls

Après de longues semaines de tergiversations, Matignon s'est finalement décidé, jeudi 6 février, à remettre sur la table le dossier de l'intégration. Le sujet avait été enterré mi-décembre 2013 après la polémique née de la divulgation de certaines propositions des cinq rapports commandés par le premier ministre sur le sujet. Une réunion est désormais prévue, mardi 11 février, à Matignon, avec une proposition phare : la création d'un organisme public consacré à l'intégration et à la lutte contre les discriminations, rattaché au premier ministre.

« Haut commissariat, secrétariat général, délégué interministériel », son statut n'est pas encore tranché, mais il devrait l'être lors de la réunion du 11 février. « Ce sera une structure légère chargée de coordonner et d'évaluer les différentes politiques publiques d'intégration. Comme cela concerne plusieurs ministères, c'est logique que cela soit arbitré et piloté directement depuis Matignon », explique-t-on aussi rue de Varenne.

Les projets de Matignon pour relancer le thème de l'intégration s'avèrent toutefois une nouvelle fois périlleux, tant le sujet est sen-

sible sur le fond, dans l'opinion et, sur la forme, au sein du gouvernement. L'idée de M. Ayrault cache, en sous-main, une lutte de périmètre qui a tendu, ces dernières semaines, les relations entre le premier ministre et son ministre de l'intérieur, Manuel Valls. Depuis les années Sarkozy et la création du ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale, la Place Beauvau a seule la

**Il n'y aurait pas de « front anti-Valls » au gouvernement, mais un débat musclé pour une politique « cohérente »**

main sur l'ensemble des questions d'intégration.

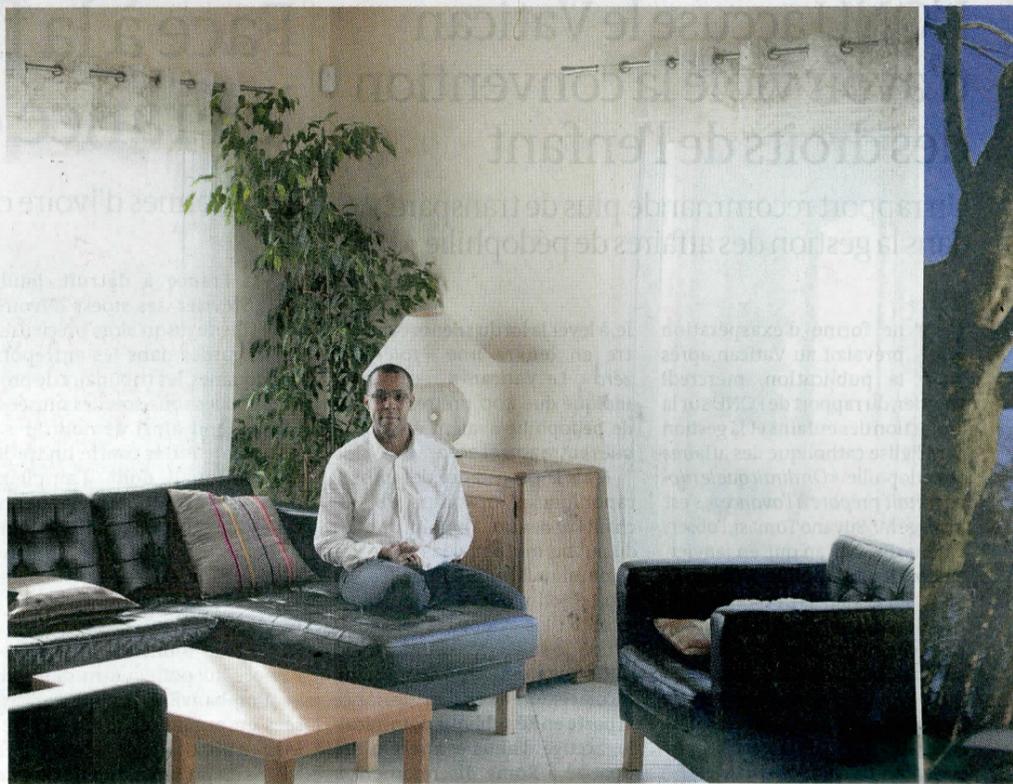
Même si la structure voulue par M. Ayrault voit le jour, le ministère de l'intérieur devrait conserver la gestion du contrat d'accueil et d'intégration (CAI). Soit le suivi de tous les nouveaux détenteurs d'un titre de séjour, durant leurs cinq premières années en France. C'est dans ce cadre que les primo-arri-

vants peuvent avoir des cours de français ou se voir enseigner les « valeurs » de la République.

« Les premières années sont absolument déterminantes pour les étrangers, c'est là que le ministre de l'intérieur est légitime car il a les titres de séjour », défend-on Place Beauvau. Le CAI est à ce titre depuis longtemps jugé peu efficace au ministère, et il est prévu de le revoir. « Dans le paysage interministériel, M. Valls n'a jamais eu l'intention de traiter l'intégration seul. Aucun ministre ne le peut », souligne-t-on dans son entourage.

Il n'y aurait pas de « front anti-Valls », au sein du gouvernement, mais un débat musclé pour une politique « cohérente » d'intégration et de lutte contre les discriminations. « La personne qui arrive en France doit s'intégrer, mais il faut aussi que la société française accepte de l'intégrer par l'accès à l'emploi, au logement, à la santé, etc. », explique un ministre qui a participé aux différentes réunions interministérielles.

Reste à connaître les moyens précis et la ligne budgétaire qui seront affectés au futur organisme voulu par Matignon. « Si la future structure ne dispose pas de l'ensemble des



Hamid Benaabella, 42 ans, d'origine marocaine, au Chambon-Feugerolles (Loire), et Mouloud Kinzi, 52 ans, Kabyle, à Saint-Etienne.

leviers, elle risque de devenir rapidement une coquille vide », prévient-on au sein du gouvernement.

D'autres mesures devraient être annoncées mardi. Pour les primo-arrivants, l'idée serait de parvenir à définir des méthodes pour qu'ils « maîtrisent mieux le français », qu'ils soient mieux « accompagnés pour accéder au droit commun » et qu'une réflexion soit engagée sur la façon dont on leur « transmet le socle républicain », confie-t-on chez M. Ayrault. Pour les immigrés arrivés depuis plus longtemps, Matignon souhaiterait que soient mises en avant des mesures destinées à favoriser « l'égalité ». Une attention particu-

lière pourrait notamment être portée sur les recrutements dans la fonction publique.

Sur ce sujet sensible qu'est l'intégration, Matignon assure vouloir dans tous les cas délivrer « deux messages ». L'un en direction de « l'ensemble des Français à qui l'ont montré surtout les échecs » de l'intégration. « Il faut leur dire que le gouvernement va traiter à la racine le problème », explique-t-on chez M. Ayrault. Le second message doit en aller « vers tous ceux qui expriment un sentiment de discrimination ». Tout un discours devrait être bâti, mardi, autour du thème de « l'égalité ».

Cette réunion est en tout cas

l'aboutissement d'un long serpent de mer pour le gouvernement. L'exécutif avait, dès 2012, commandé un rapport sur l'intégration à un conseiller d'Etat, Thierry Tuot. Celui-ci devait normalement servir de guide à l'amélioration de la politique d'intégration. Mais ce rapport, remis en février et intitulé « La grande nation, pour une société inclusive », avait été enterré aussi vite qu'il avait été rédigé. Fourmillant de propositions aussi disparates que celles des derniers groupes de travail, il n'avait pas été jugé à la hauteur des enjeux. ■

**BASTIEN BONNEFOUS, DAVID REVAULT-D'ALLONNES ET ELISE VINCENT**

## Du communautarisme à l'assimilation, les visages

### Portraits

#### Saint-Etienne

Envoyée spéciale

Grâce à son tissu industriel, ses mines, Saint-Etienne a été, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, un bassin d'emploi important pour toute une main-d'œuvre étrangère : italienne, espagnole, polonaise, algérienne... L'immigration représente aujourd'hui environ 7% de la population, un peu moins que la moyenne nationale (8,5%).

Comme ailleurs en France, depuis les années 1970, la désindustrialisation frappe de plein fouet le tissu économique stéphanois – le taux de chômage y est d'environ 10%, la moyenne nationale. Les familles immigrées sont parmi les plus affectées.

En l'absence de statistiques ethniques – interdites en France –, nous avons rencontré des responsables associatifs, des élus, des habitants, pour tenter de dégager des parcours types et donner des visages à la question de l'intégration en France. Des parcours qui pointent que l'intégration est une notion à géométrie variable. Et que, plus que la religion, la maîtrise du français ou le racisme, c'est le facteur travail qui a été la clé de la réussite ou de l'échec des personnes rencontrées.

#### Mouloud Kinzi, le Kabyle

A 52 ans, Mouloud Kinzi incarne à sa façon la situation délicate de toute une génération d'immigrés issus du Maghreb, d'Afrique subsaharienne ou de Turquie, arrivés en France depuis les années 1970. Des difficultés sociales identifiées par de nombreuses études, à Saint-Etienne comme à l'échelle nationale (notamment en termes d'insertion sur le marché du travail). Mais des difficultés qui font malgré tout dire à M. Kinzi de façon un peu brutale : « Je suis en échec social, mais j'ai réussi mon intégration. »

Divorcé, sans emploi, ce natif de Kabylie arrivé en France en 1999

dépend de l'allocation handicapée pour boucler ses mois après une agression. Il habite en cité HLM. Et il a perdu l'un de ses deux enfants – son fils –, mort d'une overdose. Des échecs en partie liés, pense-t-il, à ses années sans papiers à travailler dans le bâtiment, puis à celles de contrats précaires dans l'associatif. Le racisme, qu'il expérimente régulièrement, n'a pas été un « critère déterminant », assure-t-il.

En même temps, M. Kinzi estime avoir, au fil des ans, largement fait la preuve de son « respect à la langue, à la culture et aux traditions françaises ». Il se dit en effet « laïc ». Parle parfaitement français et avec très peu d'accent. Il écrit aussi régulièrement en français pour les besoins de son militantisme de la culture berbère. Un militantisme qu'il voit comme un vecteur « d'intégration ». Car « revendiquer sa culture, c'est la partager avec l'autre », plaide-t-il.

M. Kinzi défend à ce titre sa « double culture ». Ces habitudes qui l'amènent à rarement rater l'occasion de passer au marché, chaque semaine, « pour prendre des nouvelles du bled ». Une double culture qui lui a aussi permis de décrocher certains emplois. Comme celui de surveillant de lycée ou en tant qu'animateur en prévention routière pour la ville : « J'avais les codes avec les jeunes et ça rassurait ceux qui m'embauchaient », explique-t-il.

#### Sophie Zoltaszek, la Polonaise

Pour Sophie Zoltaszek comme pour beaucoup de personnes issues de l'immigration polonaise arrivées à partir des années 1930-1940, « intégration » et « communautarisme » ne sont pas des concepts incompatibles. Un parcours à mi-chemin de celui des Italiens et des Maghrébins.

Agée de 82 ans, M<sup>me</sup> Zoltaszek est une dynamique grand-mère qui a vécu toute sa jeunesse dans un environnement exclusivement polonais. Mais cela n'a pas

entravé la réussite de sa descendance, à commencer par ses quatre petits-enfants, estime-t-elle : « ingénieur, kinésithérapeute, instituteur, préparateur en pharmacie », énumère-t-elle fièrement, de ses yeux bleus pétillants.

M<sup>me</sup> Zoltaszek est née en France un an après que ses parents ont quitté la Pologne pour l'Alsace. Là-bas, les mines de sel avaient besoin de main-d'œuvre. Et en Alsace, comme dans les mines de charbon stéphanoises que la famille va très vite rejoindre, la diaspora polonaise avait développé tout un mode de vie en « communauté ».

La faute aux patrons des mines, selon elle : « On nous parquait. » Un entre-soi qui a favorisé le renouveau avec son mari, mineur et polonais : « Pour ma mère, qui ne parlait pas un mot de français, il aurait été impensable que je ramène un petit ami français ! »

M<sup>me</sup> Zoltaszek admet les limites de ce système. « Comme on ne parlait que polonais à la maison, les Polonais étaient toujours en queue de peloton en classe et, à 14 ans, la plupart arrêtaient. » Ce qu'elle a d'ailleurs fait. Elle dit avoir seulement « trois amies » qui « sont allées loin » : en l'occurrence jusqu'au bac.

Heureusement, les « trente glorieuses » jetaient leurs derniers feux et M<sup>me</sup> Zoltaszek sait tout ce qu'elle leur doit. A commencer par la maisonnette que la mine avait allouée à ses parents et dans laquelle elle vit aujourd'hui. Le fait, surtout, qu'elle ait pu commencer à travailler, à 40 ans passés, dans une usine d'outillage, pour financer les études de ses enfants devenus majeurs.

M<sup>me</sup> Zoltaszek compare ainsi souvent, avec compassion, l'aventure des immigrés polonais avec celle, plus récente, des Maghrébins. « Cela faisait un peu comme les Arabes : les Français nous détestaient !, s'exclame-t-elle. Mais nous, au moins, on avait du travail... » Et de conclure : « Pour notre intégration, il aura juste fallu du temps au temps. »

**STRATO**

**SALUT LA FRANCE !**

**25 000**  
**domaines .fr**  
**GRATUITS\***

**Y a pas moins cher que STRATO. Sauf STRATO !**

Service client gratuit au 0800 914 213

Mail | Domaine | Création de Site | Hébergement

**strato.fr**

\* Promo jusqu'au 02/03/2014 dans la limite de 25 000 packs. Pack Domaine .fr offert pendant 1 an, 1 domaine .fr offert par commande et client. Engagement 1 an. Tarif habituel de 5,88€ HT/an (6,96€ TTC/an). TVA à 19%.



d'origine algérienne, à Saint-Etienne, le 4 février. HUGO RIBES/ITEM POUR « LE MONDE »

## Davantage d'échec scolaire pour les enfants d'immigrés

Les données chiffrées mesurant l'intégration des immigrés et de leurs enfants sont rares en France, du fait de l'interdiction des statistiques ethniques. En 2008 et 2009, l'Institut national d'études démographiques (INED) a toutefois pu mener, de façon exceptionnelle, une vaste enquête sur la base de quotas ethniques. Cette enquête, appelée TeO, a permis de dresser un premier portrait des quelque 5,5 millions d'immigrés en France. TeO a ainsi permis de mettre en

exergue, par exemple, que les descendants d'immigrés étaient 13 % à sortir de l'école sans diplôme contre 8 % pour l'ensemble des Français. A l'inverse, l'enquête a permis de montrer que les descendants d'immigrés originaires d'Asie du Sud-Est réussissaient mieux que la moyenne des Français. A l'issue du collège, 61 % d'entre eux étaient orientés dans des filières générales, contre 44 % seulement pour l'ensemble de la population hexagonale.

## de l'immigration à Saint-Etienne

### Hamid Benaabella, le Marocain

Hamid Benaabella est-il un « leurre », comme le lui disent parfois ses amis ? Une réussite sociale trop exceptionnelle comparée à la moyenne de sa génération issue de l'immigration marocaine ? A 42 ans, ce professeur d'électronique à l'IUT de Saint-Etienne, qui partira au ski à La Plagne cet hiver et est l'heureux propriétaire d'un pavillon tout neuf, refuse de le croire. « Ceux qui ont réussi sont plutôt discrets, j'ai plein d'amis ingénieurs et commerciaux... », justifie-t-il.

Avec sa chemise blanche, ses petites lunettes fines et son fort accent stéphanois, M. Benaabella admet qu'il cache bien ses origines sociales. Son père est arrivé à Saint-Etienne en 1952 pour travailler à la mine. Il a rencontré sa mère lors d'un aller-retour au pays. Et c'est très vite qu'il l'a ramenée en France, où ils ont eu trois enfants.

Toute son enfance, M. Benaabella a donc connu les « vacances au bled » et le mois de jeûne du ramadan. Tout en étant fier de ses origines, M. Benaabella se dit toutefois très peu sensible à la reconnaissance des « différences culturelles ». « Complètement athée », il est seulement pacsé avec la mère de ses deux enfants, une institutrice issue d'une famille stéphanoise.

Les raisons de sa sortie du lot, M. Benaabella les attribue à deux facteurs. Un professeur d'histoire qui l'a beaucoup aidé dans son orientation. Et la farouche volonté de ses parents analphabètes de lui « faire passer des valeurs ». « Ma mère tenait tellement à ses cours de français au centre social qu'elle me laissait dans mon berceau et mon père montait s'assurer de temps en temps que tout allait bien. » Après la mine, le père de M. Benaabella a en effet repris un bistrot et la famille logeait juste au-dessus.

Très loin des débats parisiens, M. Benaabella aimerait que, au vu de son histoire, on parle désormais moins des questions d'« intégration » que d'« assimilation ». Un mot qu'il aime bien et trouve plus

adapté à sa génération. « Le seul problème qui reste à régler pour nous, aujourd'hui, c'est de faire qu'un Mohamed bronzé un peu comme moi puisse être confondu dans la rue avec un Jean-Marc. »

### M. Riva, l'Italien

A Saint-Etienne, une catégorie d'immigrés et leurs enfants ont très bien tiré leur épingle de l'équation à mille inconnues qu'est l'intégration : les Italiens et les Arméniens. La plupart sont arrivés dans les années 1920 et 1930. Beaucoup étaient sans bagage scolaire. Mais le plein-emploi a compensé toutes leurs faiblesses.

A 83 ans, M. Riva le raconte sans ambages : des études, il n'en a pas fait beaucoup. Ce retraité jovial né à Saint-Etienne en 1931 de parents italiens, aîné de cinq enfants, le répète : ses parents avaient à peine été scolarisés. « Ma mère ne savait pratiquement pas lire et écrire », dit-il. Aussi, quand il a décidé d'abandonner en cours de route son apprentissage de menuisier, son père « n'a presque rien dit »...

Le plein-emploi a sauvé M. Riva. Son père travaillait pour une grande entreprise locale : Limousin (ex-Eiffage). « Tu vas venir avec moi », m'a-t-il dit. Et il m'a fait entrer. » Il va y faire toute sa carrière. Il égrène les échelons franchis, comme autant de primes au mérite : « Ouvrier qualifié, chef d'équipe, chef de chantier principal... » De quoi s'acheter, il y a huit ans, un 100 m<sup>2</sup> dans une résidence située sur la plus belle avenue de Saint-Etienne : le cours Fauriel. « Un aboutissement », confirme son épouse.

Chez M. Riva, l'intégration a si bien fonctionné qu'elle a fini par effacer la plupart des liens avec ses origines italiennes. M. Riva ne se souvient plus que dans les grandes lignes du parcours familial. Il n'a été que deux fois en Italie avec son épouse « pour visiter » Florence et Venise. Et quand, le jour de son mariage, on lui a demandé de chanter en italien, il n'a « pas pu », raconte-t-il en riant. ■

ELISE VINCENT